

PRÉFECTURE DE LA RÉGION  
NORD - PAS DE CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Béthune, le 5 FEV. 2015

Unité Territoriale de Béthune  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 – BETHUNE  
Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 14h00-17h30  
Téléphone : 03 21 63 69 21  
Télécopie : 03 21 01 57 26

**RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES  
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Référence : RAP- LB/LB-72-2015  
Affaire suivie par : Laurence BERKMANS  
Courriel : [laurence.berkmans@developpement-durable.gouv.fr](mailto:laurence.berkmans@developpement-durable.gouv.fr)  
Téléphone : 03-21-63-69-22  
Télécopie : 03-21-01-57-26

---0---

sitra france\_sailly sur la lys\_RAPCO\_70-1029\_05022015

<b>Équipe :</b>	BETH 3.
<b>N° S3IC :</b>	70-1029
<b>OBJET :</b>	APC imposant une étude technico-économique
<b>REFERENCE :</b>	Inspection du 27 janvier 2015

**RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ETABLISSEMENT**

Raison Sociale	: Société SITRA FRANCE
Adresse de l'établissement	: Rue de la Lys B.P 8 62840 – SAILLY-SUR-LA-LYS
N° téléphone	: 03.21.26.96.21
Contact dans l'entreprise	: M. DERUYTER – Responsable station d'épuration du site.
Activité principale	: Lavage de citernes routières.
Effectif	: 12 personnes

**SOMMAIRE**

1. Objet du rapport
2. Présentation succincte de l'installation
3. Contexte
4. Propositions

**ANNEXE**

Projet d'APC

## **1. - OBJET DU RAPPORT**

Suite à la visite d'inspection du 27 janvier 2015 de la DREAL sur le site de l'établissement SITRA FRANCE à Sailly-sur-la-Lys, il est apparu nécessaire d'imposer à la société SITRA FRANCE la réalisation d'une étude technico-économique visant à améliorer la performance de sa station d'épuration.

## **2. - PRESENTATION SUCCINCTE DE L'INSTALLATION**

### **2.1 – Nature et volume des activités :**

La Société SITRA FRANCE basée à Sailly-sur-la-Lys dispose de 3 lignes de travail pour le lavage intérieur des citernes routières ainsi que d'une aire spécifique au nettoyage intérieur et extérieur des véhicules. L'établissement procède au nettoyage de 50 à 60 citernes/ jour.

### **2.2 – Citernes admises au lavage :**

Ne sont admises au lavage sur le site que les citernes ayant contenu des produits alimentaires ou neutres. Les citernes de transport de produits alimentaires représentent la part prépondérante de l'activité de la station de lavage, ces produits alimentaires étant principalement constitués de dérivés de l'amidon (glucose, sorbitol...) en provenance de l'usine ROQUETTE à LESTREM.

### **2.3 – Process de lavage :**

Le cycle des opérations de lavage des citernes est généralement le suivant :

1 – Dégazage (si nécessaire) à la vapeur vive pour évacuer les gaz contenus et ramollir les produits figés sur les parois ;

2 – Nettoyage par l'action combinée de têtes rotatives à haute pression (100 bars), de l'addition de détergent et par l'utilisation d'eau chaude (jusqu'à 90°C) ;

3 – Rinçage à l'eau chaude ou froide pour les citernes nécessitant un état stérile, rinçage bactériologique ;

4 – Séchage par injection de vapeur favorisant une évaporation rapide.

### **2.4 – Station d'épuration :**

L'unité de Sailly-sur-la-Lys dispose d'une station d'épuration implantée sur le site comprenant :

- . une épuration primaire pour la séparation des matières décantables et des liquides non miscibles (huiles, graisses...) ;
- . deux bassins d'homogénéisation de 300 m<sup>3</sup> chacun ;
- . une unité de neutralisation ;
- . un bassin épuration biologique par boues actives de 1000 m<sup>3</sup> ;
- . un décanteur secondaire ;
- . un silo concentrateur de boues de 120 m<sup>3</sup> ;
- . un filtre presse pour le traitement des boues.

Cette unité a été mise en service en février 2002 : conditionnement des boues au chlorure ferrique et à la chaux, puis déshydratation sur filtre à plateaux.

La totalité des boues part en épandage agricole via la société ASTRADEC.

### **3. – CONTEXTE**

Une visite d'inspection avait été réalisée le 29 septembre 2014 au cours de laquelle l'Inspection des Installations Classées a constaté le non respect des prescriptions de l'article 3.5.4.3 l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 novembre 1991 qui a donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure signé par Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais le 07 novembre 2014.

Cette non-conformité était la suivante : l'exploitant ne procédait pas à l'analyse journalière de la DCO telle qu'imposée à l'article 3.5.4.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation ; celle-ci n'étant réalisée que 2 fois par semaine.

Au cours d'une visite de récolement de l'arrêté de mise en demeure précité, le 27 janvier 2015, l'exploitant a présenté à l'Inspecteur de l'Environnement les résultats d'analyses de DCO des mois de novembre et décembre 2014. L'inspecteur a pu constater que les prélèvements sont bien réalisés quotidiennement, qu'ils sont ensuite repris par la société D3EM qui les envoie chez Flandres-Analyses chargée des analyses de la DCO.

Ces nouvelles dispositions satisfaisant les prescriptions de l'article 3.5.4.3 l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 novembre 1991, étaient de nature à lever l'ensemble des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 07 novembre 2014.

Cependant, l'examen de ces résultats d'analyses met en évidence des dépassements de plus de 100 % des valeurs limites réglementaires, notamment en DCO, et ce de manière récurrente.

Par ailleurs, depuis 2 ans, des dysfonctionnements de la station d'épuration des eaux industrielles sont régulièrement constatés.

Par conséquent, l'Inspection considère qu'il est nécessaire de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire à la Société SITRA FRANCE la réalisation d'une étude technico-économique qui aura pour objet de faire un point complet sur les causes des dysfonctionnements de sa station d'épuration et d'établir des propositions d'actions, assorties de leur coût ainsi que d'un échéancier de réalisation

### **4 – PROPOSITIONS**

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'imposer à la Société SITRA FRANCE, en application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, la réalisation d'une étude technico-économique ayant pour objet de faire un point complet sur les causes des dysfonctionnements de la station d'épuration et d'établir des propositions d'actions pour y remédier, assorties de leurs coûts ainsi que d'un échéancier possible de réalisation. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire rédigé en ce sens est joint en annexe.

L'Inspecteur de l'Environnement  
Spécialité Installations Classées

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'L. Berkman', with a large circular flourish at the end.

Laurence BERKMANS

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Département du Pas-de-Calais - Direction des Affaires Générales - Bureau des Procédures d'Utilité Publique – Section Installations Classées **pour passage en CODERST**

Béthune, le 5 FEV. 2015

P/le Directeur par délégation,  
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,  
Chef de Mission,  
Chef de l'Unité Territoriale de l'Artois,



Frédéric MODRZEJEWSKI

# ANNEXE

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
imposant à la Société SITRA FRANCE  
la réalisation d'une étude technico-économique**

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 novembre 1991 autorisant la Société SITRA France à exploiter sur le territoire de la commune de Sailly-sur-la-Lys une installation de lavage de citernes routières ;

**VU** le rapport de visite de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur des Installations Classées en date du XX/XX.2015 qui met en évidence des dysfonctionnements récurrents de la station d'épuration des eaux industrielles de l'installation de lavage de citernes routières exploitée par SITRA FRANCE à Sailly-sur-la-Lys ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, dans ces conditions, de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire à la Société SITRA FRANCE la réalisation d'une étude technico-économique visant à améliorer le fonctionnement de la station d'épuration des eaux industrielles issues de son installation de lavage de citernes routières ;

**VU** l'envoi des propositions de l'Inspection des installations classées au pétitionnaire en date du XX/XX/2015 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du XX/XX/2015, à la séance duquel le pétitionnaire était XXXXXXXX ;

**VU** l'envoi du projet d'arrêté préfectoral complémentaire au pétitionnaire en date du XX/XX/2015 ;

**VU** l'accord de la Société SITRA FRANCE formulé par courrier en date du XX/XX/2015 (ou l'absence d'observations dans le délai réglementaire) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2012-10-78 en date du 9 juillet 2012 portant délégation de signature ;

**SUR** la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1**

La société SITRA FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son installation de lavage de citernes routières située rue de la Lys – 62840 SAILLY SUR LA LYS.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

L'exploitant réalise une étude technico-économique recensant les causes des dépassements des valeurs fixées à l'article 3.5.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 novembre 1991 ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

Cette étude doit être réalisée avec le concours d'une société extérieure spécialisée dont le choix est soumis à l'approbation de l'Inspection des installations classées.

## **ARTICLE 3 – CONTENU DE L'ETUDE**

L'étude visée à l'article 2 doit :

- présenter une synthèse détaillée des éléments de contexte susceptibles d'expliquer les dysfonctionnements de la station d'épuration des eaux industrielles : particularités des conditions d'exploitation actuelles (nature des effluents, pratiques mises en œuvre sur site, niveau d'équipement et éventuelles insuffisances...), conditions climatiques... ;
- identifier les mesures techniques et/ou organisationnelles envisageables pour prévenir, supprimer les dysfonctionnements de la station d'épuration et améliorer son rendement (consignes et sensibilisation, contrôles, équipements complémentaires...). Ces mesures seront examinées au regard des meilleures techniques disponibles et feront l'objet d'un bilan coût/avantages ;
- Comparer les solutions et argumenter leur faisabilité technique et économique, avec un échéancier possible de réalisation.

## **ARTICLE 4 – DELAI**

L'étude technico-économique telle que décrite aux articles 2 et 3 ci-dessus devra être adressée à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 – SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant de respecter les dispositions du présent arrêté, les mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

## **ARTICLE 6 – DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et d'un an pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.